

**Question avec demande de réponse écrite E-001728/2022  
à la Commission**

Article 138 du règlement intérieur

**Pina Picierno (S&D), Irene Tinagli (S&D), Irène Tolleret (Renew), Robert Biedroń (S&D), Michal Šimečka (Renew), Liudas Mažylis (PPE), Pietro Bartolo (S&D), Simona Bonafè (S&D), Andrea Cozzolino (S&D), Pierfrancesco Majorino (S&D), Giuseppe Ferrandino (S&D), Camilla Laureti (S&D), Carlo Calenda (Renew), Miriam Lexmann (PPE), Rasa Juknevičienė (PPE), Alessandra Moretti (S&D), Brando Benifei (S&D), Vilija Blinkevičiūtė (S&D), Martina Dlabajová (Renew), Elisabetta Gualmini (S&D), Massimiliano Smeriglio (S&D), Patrizia Toia (S&D), Paolo De Castro (S&D), Franco Roberti (S&D), Dominik Tarczyński (ECR), Bartosz Arłukowicz (PPE)**

Objet: Propagande russe sur une chaîne de télévision nationale de l'UE

Le 1er mai, Sergueï Lavrov, ministre russe des affaires étrangères, a été interrogé au cours d'une émission-débat italienne intitulée «Zona Bianca» et diffusée par Mediaset sur la chaîne Rete 4.

Lors de la retransmission en direct, Lavrov a qualifié les massacres de Boutcha de «fausses informations». Il a également évoqué les prétendues origines juives d'Adolf Hitler dans une tentative d'accuser le président ukrainien Volodymyr Zelensky (d'origine juive) d'être un nazi et, partant, de justifier la guerre menée par Poutine pour «dénazifier» l'Ukraine.

Lavrov a été autorisé à relayer librement la propagande russe sur une chaîne de télévision européenne, sans que ses propos soient contestés. À la suite de l'entretien, le gouvernement israélien a convoqué l'ambassadeur russe pour obtenir des éclaircissements sur les accusations qui ont été formulées, selon lesquelles les Juifs seraient eux-mêmes des nazis.

1. Compte tenu de la gravité de la situation, la Commission pourrait-elle indiquer si elle estime que cet épisode constitue une violation des sanctions imposées par l'Union européenne à la Russie, à la suite de son invasion injustifiée de l'Ukraine, ou de tout autre règlement ou directive de l'Union?
2. Dans l'affirmative, quelles mesures peut-elle prendre pour sanctionner cet épisode et/ou empêcher que des événements similaires se reproduisent à l'avenir?